

des habitants de couleur pauvres, mais aussi de certains nantis, tels ces blancs voulant se protéger contre les gens de couleur, mouvement appelé *nimby* – not in my backyard (littéralement pas dans mon arrière-cours). Un autre mouvement émerge – *slow growth* – contre la croissance urbaine et économique et contre la fiscalité. Ces Blancs, enclavés dans leur commune autonome, voient la réglementation en matière de construction les menacer, les treize étages faire place aux tours de soixante-treize paliers. C'est la lutte des classes moyennes sur deux fronts, le pauvre et le grand capitalisme.

**Henri Peretz**

Université Paris VIII

**Le Bart (Christian), Merle (Pierre).** – *La citoyenneté étudiante. Intégration, participation, mobilisation.*

Paris, Presses Universitaires de France (Politique d'aujourd'hui), 1997, 274 p., 138 FF.

L'originalité et l'intérêt de cette recherche sur les formes et les conditions d'intégration et de participation institutionnelles d'une population de jeunes étudiants résident dans la perspective, de bout en bout complexe, choisie par les auteurs de l'ouvrage pour nous inviter à reconsidérer les paradigmes souvent trop simplistes avec lesquels ces questions sont abordées tant en sociologie de la jeunesse qu'en sociologie politique. Décrire les jeunes tantôt comme des individualistes stratèges tantôt comme des acteurs solidaires est une alternative enfermante et réductrice. Il s'agit de la dépasser. Les auteurs sont même plus ambitieux puisqu'ils tentent de concilier les deux types d'approches et de « penser en même temps » les stratégies individuelles et les mobilisations collectives, les logiques d'acteurs et les logiques de situation. Christian Le Bart et

Pierre Merle proposent de circonscrire le champ de leur exploration à ce qu'ils appellent « la citoyenneté étudiante », notion qui suppose une spécificité dans le temps de la jeunesse du processus de socialisation universitaire mais aussi politique.

Dans le cadre d'une recherche contractuelle menée pour l'Observatoire de la vie étudiante, les auteurs ont réalisé une enquête de terrain, réunissant des matériaux à la fois quantitatifs et qualitatifs, recueillis à partir de questionnaires et d'entretiens réalisés entre mars et décembre 1994 à Rennes auprès d'étudiants de première et de troisième années (1 028 questionnaires et 29 entretiens). La période d'enquête n'est pas anodine puisqu'elle fait suite à l'important mouvement de mobilisation étudiante contre le projet du CIP (Contrat d'insertion professionnelle) proposé alors par le gouvernement Balladur. La population interrogée se répartit en trois groupes définis par la filière d'études : IEP (Institut d'Études Politiques), Droit et AES (Administration économique et sociale). Si ces trois univers institutionnels sont très différenciés du point de vue de leur tradition universitaire mais aussi de leur recrutement socioculturel, ils présentent néanmoins une certaine homogénéité quant aux contenus étudiés, ce qui permet, selon les auteurs, une comparaison pertinente des différentes représentations et comportements de la citoyenneté étudiante. Les effets de l'avancée dans le cursus universitaire sur les conditions d'intégration, de participation et de mobilisation sont déterminants. Les auteurs montrent d'intéressantes modifications de comportements et d'attitudes entre la première et la troisième année, confirmant leur hypothèse d'un « cycle de vie étudiant » et d'un processus de socialisation universitaire spécifique à ce temps mais aussi socialement différencié selon les filières.

Dans la première partie de l'ouvrage consacrée à l'intégration des étudiants,

la satisfaction de leur situation semble, dans les trois filières, globalement l'emporter en première année, mais ne revêt pas les mêmes attributs selon les univers d'études, et surtout s'effrite au fil du temps. Bien que ne s'inscrivant pas dans les mêmes réseaux de sociabilité, les pratiques culturelles des étudiants à l'extérieur de l'université sont assez homogènes. En revanche, le degré d'appartenance à la « cité étudiante » est nettement plus élevé parmi les étudiants de l'IEP, même s'il s'affirme dans le cadre d'un échange relativement restreint et clos sur l'institution elle-même. Pour les étudiants de Droit et surtout d'AES, le réseau de sociabilité apparaît à la fois plus large et moins ténu, mais ne permet guère d'assurer un sentiment d'appartenance communautaire ou de signer une affiliation durable à l'institution universitaire. Si l'IEP, pour des raisons liées à sa tradition élitiste ainsi qu'à ses pratiques pédagogiques, est présenté par les auteurs comme un modèle d'intégration, en Droit et surtout en AES, une certaine atomisation prévaut. La perception de l'avenir est très fortement différenciée. L'intégration institutionnelle est à la mesure des chances d'intégration sociale. Les étudiants ne sont dupes ni des conditions qui leur sont faites ni de leurs chances d'insertion professionnelle et sociale future : « À l'IEP, être étudiant signifie apprendre un métier d'étudiant, faire "ses" études. En AES, il est plus souvent question de survivre, et de se préparer à une sortie à peu près honorable de l'Université. » (p. 47). Les étudiants en Droit se jugent le plus souvent dans une situation intermédiaire. Ainsi, dans des disciplines pourtant voisines, y-a-t-il plusieurs façons d'être étudiants. De l'apprentissage d'un métier à proprement parler dont tout laisse présager qu'il sera prometteur pour les étudiants de l'IEP, au moratoire envisagé par les étudiants des autres filières comme un sas d'attente à l'issue incertaine, les figures de l'intégration revêtent des significations qui n'ont ni le même sens

existentiel ni les mêmes conséquences sociales. Les écarts constatés se retrouvent sur les modes de participation, notamment à la vie associative. L'esprit de corps encouragé et valorisé par l'IEP tranche singulièrement avec la conception utilitariste que partagent les étudiants de Droit les plus motivés quant à la vie associative, et surtout avec le vide identitaire ressenti par les étudiants d'AES qui, en dehors des activités sportives, ne développent aucune vie associative.

Les conditions de la participation syndicale des étudiants, auxquelles les auteurs consacrent la seconde partie de l'ouvrage, sont assujetties à ces différentes formes d'intégration, et butent sur la question de la sélection. « Négocier les règles du jeu ne sert pas à grand chose dès lors que l'on sait que tout le monde ne pourra pas gagner. » (p. 114). Les chercheurs expliquent en partie la crise des syndicats étudiants par cette contradiction intrinsèque à la condition étudiante actuelle, dans un contexte global de concurrence non seulement entre les filières mais aussi entre les étudiants. Le taux de syndicalisation de l'ensemble de l'échantillon est faible (8,7 %), et la crédibilité des syndicats est assez fortement mise à mal. Ce sont les étudiants de l'IEP, pourtant les plus nantis, qui se montrent les moins hostiles envers les syndicats et qui sont aussi les plus politisés : « Un étudiant de l'IEP sur cinq se déclare proche d'une organisation syndicale de gauche alors qu'à peine un étudiant en Droit et d'AES sur vingt déclare ce type de proximité. » (p. 136). Surpris par ce faible sentiment de proximité syndicale, pourtant dans un contexte de forte mobilisation après le mouvement contre le CIP, les auteurs confirment l'hypothèse d'une autonomie croissante des mouvements sociaux par rapport aux organisations politiques ou syndicales. L'individualisation des relations prévaut et les sociologues de conclure : « Méfiance à l'égard de la participation institutionnalisée, confiance

dans la relation interpersonnelle informelle : les deux mécanismes se renforcent mutuellement. » (p. 151).

Si le lien entre l'intégration et la participation à l'intérieur de l'institution s'impose avec évidence, les processus de politisation et de mobilisation ne relèvent pas du même schéma de causalité. Bien plus, le passage de la politisation à l'action collective emprunte des voies complexes. Dans la troisième partie du livre, si Christian Le Bart et Pierre Merle retrouvent l'effet spécifique des filières sur les modes de politisation – à l'IEP elle est une norme, en Droit elle est « noble » et « légitime », en AES elle est écartée et cantonnée à la sphère privée et familiale –, en revanche, ce ne sont pas les étudiants les plus politisés qui franchissent le pas vers l'action collective. La mobilisation ne peut être pensée par seule référence à la politisation. Là encore on retrouve la prépondérance de l'expérience individuelle et d'un rapport pragmatique à la politique. Lors des manifestations contre le CIP, ce sont les étudiants d'AES qui se sont le plus mobilisés, car ils étaient directement concernés. Ce constat conduit à interroger, et les auteurs le font, les conditions d'émergence d'une solidarité générationnelle. Si le clivage entre filière courte et filière longue est apparu déterminant dans la lutte contre le CIP, assiste-t-on aujourd'hui à un accroissement ou à une réduction des risques de fracture culturelle, sociale, économique, et donc aussi politique, au sein même de la jeunesse, dans l'expérience des différentes catégories qui la constituent ? Cette interrogation semble déterminante pour comprendre la complexification croissante du lien des jeunes à la politique aujourd'hui et aux possibilités sinon de changement social, du moins de prise de responsabilité « citoyenne ». Les auteurs esquissent une forme de conclusion : « L'intégration horizontale (forte interconnaissance) facilite la mobilisation, alors que l'intégration verticale (fort lien avec la hiérarchie) lui nuit. » (p. 237),

mais laissent ouverte cette question : « Faut-il croire que l'intégration prévient tout risque de mobilisation ? » Le mérite de cette étude est d'avoir pu, grâce à l'observation fine et méthodique d'une population, à la fois bien circonscrite et assez différenciée, montrer la complexité des problématiques actuelles liées à la socialisation et à l'intégration des nouvelles générations et à la diversité des modes d'agencement entre intérêts individuels et intérêts collectifs au sein pourtant d'un même univers étudiant. Si les mêmes interrogations étaient posées, ainsi qu'un même protocole d'observation administré, à d'autres catégories de jeunes, salariés ou chômeurs, qu'observerait-on ? Ce serait une autre étude, mais l'interrogation fondamentale posée dans cet ouvrage, visant à cerner la négociation à la fois individuelle et collective de l'identité sociale et politique, trouverait d'utiles points de comparaison.

**Anne Muxel**

*CEVIPOF – CNRS-FNSP*

**Bacqué (Marie-Hélène), Fol (Sylvie).** – *Le Devenir des banlieues rouges*. Préface de Marcel Roncayolo.

Paris, L'Harmattan (Habitat et Sociétés), 1997, 224 p., 130 FF.

Saint-Denis est une commune de la banlieue rouge, de cette banlieue ouvrière qui s'est donnée des maires communistes. Mais au sein de cet ensemble, la ville se distingue par sa capacité d'adaptation aux changements économiques, sociaux et politiques qui l'ont marquée au fil des décennies et même des siècles. À partir d'une enquête qui mêle l'analyse des statistiques des recensements à celle des archives municipales, la présentation des documents d'urbanisme à celle d'entretiens approfondis des habitants, les Dionysiens, le tout appuyé sur une minutieuse ap-